

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 22/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société FCA – FABRICATION CHIMIQUE ARDECHOISE**

Les Iles Ferays  
Site de Production  
07300 Tournon-sur-Rhône

Référence : 20230918-RAP-DAEN0891  
Code AIOT : 0006102443

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement FABRICATION CHIMIQUE ARDECHOISE implanté Les Iles Ferays Site de Production 07300 Tournon-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 07/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FABRICATION CHIMIQUE ARDECHOISE
- Les Iles Ferays Site de Production 07300 Tournon-sur-Rhône
- Code AIOT : 0006102443
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement FCA appartient au groupe FAREVA. Il est spécialisé dans la formulation et le conditionnement, en flacons et en aérosols, de produits industriels, ménagers et de parapharmacie.

Sur la commune de Tournon-sur-Rhône, la société FCA exploite :

- une usine de production avec un effectif d'environ 330 personnes ;
- un entrepôt de stockage des produits issus de l'usine avec un effectif de moins de 10 salariés.

L'inspection a porté uniquement sur le site de production.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plan d'opération interne (POI)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
3	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 3 <sup>e</sup> alinéa	Lettre de suite	90 jours
4	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Lettre de suite	90 jours
7	Moyens d'intervention prévus	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Lettre de suite	90 jours

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence d'un POI et test	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4 <sup>e</sup> alinéa	Sans objet
2	Test du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Sans objet
6	Correspondance POI – EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bilan de ce contrôle est plutôt positif : le POI du site apparaît globalement complet et l'exploitant semble montrer une réelle volonté de s'assurer du caractère opérationnel de son organisation de crise, notamment à travers la réalisation d'exercices de qualité.

L'exploitant devra cependant compléter son POI sur quelques points, en particulier sur les éléments ajoutés dans la réglementation à la suite de l'incendie de Lubrizol en 2019. L'Inspection relève toutefois que la démarche visant à pouvoir réaliser des premiers prélèvements environnementaux est bien avancée et sur le point d'aboutir.

Enfin, l'exploitant devra fiabiliser la présence effective des moyens identifiés dans le POI, le contrôle ayant révélé, pour une zone ponctuelle, un manque d'émulseurs par rapport à ce qui était prévu dans le POI.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Présence d'un POI et test**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4 <sup>e</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence d'un POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023
<b>Constats :</b> L'établissement était déjà soumis à l'obligation de disposer d'un POI via son arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Test du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test du POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.
<b>Constats :</b> Le POI est régulièrement mis à jour (7 évolutions entre 2014 et février 2023).  L'exploitant a réalisé 4 exercices depuis 2018, dont les deux derniers avec l'appui de l'IFOPSE. Ces exercices ont fait l'objet de comptes-rendus détaillés. Le retour d'expérience ces exercices apparaît riche, pour la montée en compétence des différents acteurs et l'identification d'améliorations à apporter au dispositif.  À noter cependant que, au titre du retour d'expérience de l'incendie de Lubrizol : <ul style="list-style-type: none"><li>- le Préfet de région avait écrit le 3 octobre 2019 à tous les exploitants d'établissements Seveso pour leur demander de réaliser un exercice hors périodes de production afin de s'assurer de la robustesse des plans d'urgence dans cette situation ;</li><li>- le 30 juillet 2020, la Préfète de l'Ardèche a relancé l'exploitant sur ce point.</li></ul> D'après les déclarations de l'exploitant, cet exercice n'avait toujours pas été réalisé lors du contrôle du 14/09/2023.  <b><u>Observation n°1 :</u></b> afin de s'assurer du caractère opérationnel de l'organisation de crise de l'établissement, l'exploitant devra réaliser un exercice de préparation aux situations d'urgence hors période de production.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3° alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'il mettait en place des formations pour les agents susceptibles de tenir une fonction du POI (sauf la fonction « observateurs »). Ces formations peuvent être organisées en interne ou par un organisme extérieur (IFOPSE notamment). En parallèle, l'ensemble des salariés du site reçoit une information de base sur la conduite à tenir en cas d'alerte.  Le suivi de ces formations est tracé et a pu être vérifié, par sondage, lors du contrôle pour les membres du roulement d'astreinte POI, les agents SST et les équipiers de seconde intervention.  Néanmoins, ces exigences de formation ne sont pas formalisées dans un document explicite.  <b><u>Demande n°1 :</u></b> en application de la prescription mentionnée supra ainsi que du point g) de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014, l'exploitant doit formaliser le référentiel de compétences associé aux différentes fonctions du POI (formation, habilitation, expérience sur les installations, exercices...).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

### N° 4 : Contenu du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu d'un POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :  a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

#### **Constats :**

Les points a), b), c), e) et f) apparaissent comme être pris en compte dans le POI de février 2023 et appellent quelques commentaires mineurs :

- Point c) – Gestion des eaux : en fonctionnement normal, les eaux pluviales collectées sur le site sont dirigées vers un contre-canal du Rhône. En situation accidentelle cet exutoire est coupé et les eaux sont transférées, via 3 pompes de relevage, vers un bassin de confinement. Ce dispositif peut être déclenché manuellement ou automatiquement sur déclenchement d'un sprinklage.  
Ces dispositions et les mesures associées à mettre en œuvre en cas de déclenchement du POI pour garantir une bonne gestion des eaux polluées ne sont pas décrites dans le POI.
- Point d) – Consignes générales en cas d'alerte : l'établissement dispose d'une consigne générale permettant le rassemblement des personnes présentes sur le site en cas d'alerte. Cette consigne fait l'objet d'affichages dans les locaux et d'une information auprès des salariés, mais n'est pas formellement intégrée au POI.
- Point g) – Formations : référentiel de formation à préciser et à faire figurer dans le POI (voir constat précédent)

Les points h), i) et j), ajoutés récemment dans la réglementation suite à l'incendie de Lubrizol, ne sont pas encore intégrés au POI :

- Points h) et j) – Mesures d'atténuation des effets hors site et de nettoyage après accident : Sur ces deux points, l'exploitant devra examiner les mesures déjà existantes dans son POI, la possibilité de les compléter puis mettre à jour le POI pour faire apparaître spécifiquement et exhaustivement toutes les mesures pertinentes retenues.
- Point i) – Premiers prélèvements environnementaux : le POI en vigueur ne contient pas encore les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. Néanmoins, les démarches nécessaires sont très avancées et

l'exploitant a indiqué que la contractualisation avec un bureau d'étude devrait rendre le dispositif opérationnel dans les prochains mois.

En particulier, sur la base des guides existants des pouvoirs publics et des syndicats professionnels publiés en 2022 et 2023, l'exploitant a d'ores et déjà identifié les substances à rechercher, les matrices de prélèvement associées ainsi qu'une trentaine de points potentiels de mesure et/ou de prélèvement dans l'environnement du site.

Le dispositif prévu à ce stade devrait permettre la réalisation de prélèvements sous 4 h, avec des résultats d'analyse commentés sous 4 à 10 jours en fonction des substances recherchées.

**Demande n°2 : l'exploitant doit compléter son POI sur les points évoqués ci-dessus d'ici au 31 décembre 2023.**

Lors du contrôle, l'Inspection a cherché à vérifier la cohérence entre le schéma d'alerte hors période de production du POI et les consignes passées par la société FCA à son prestataire de télé-surveillance.

Ce contrôle n'a pas révélé d'écart de fond, par contre il est apparu que la liste des personnes à contacter chez FCA et les coordonnées associées n'avaient pas été mises à jour depuis 2015.

**Demande n°3 : l'exploitant doit mettre et tenir à jour la liste des personnes à contacter et leurs coordonnées, communiquée à son prestataire de télé-surveillance.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite

**Proposition de délais :** 90 jours

#### N° 6 : Correspondance POI – EDD

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contenu d'un POI

**Prescription contrôlée :**

Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

**Constats :**

Le respect de cette prescription n'appelle pas de commentaire. Le POI du site contient une trentaine de fiches événement, par bâtiment ou par type de phénomène, qui paraissent cohérentes avec la liste des phénomènes dangereux de l'EDD.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 7 : Moyens d'intervention prévus

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche 4.1.1 du POI prévoit la présence de 1200 litres d'émulseur en bidons de 25 L au « portail P2 ».</p> <p>Lors du contrôle, l'Inspection a constaté sur ce stockage la présence de 30 à 35 bidons, soit 875 L au plus, ce qui n'est pas conforme au POI.</p> <p>L'exploitant ne semble pas réaliser de vérification périodique exhaustive de la disponibilité des moyens POI, même s'il réalise certains contrôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- utilisation d'une fiche de contrôle, très détaillée, sur l'inventaire du fourgon pompe-tonne ;</li> <li>- contrôle de la qualité des émulseurs, mais avec une périodicité décennale qui n'est pas adaptée à une vérification au fil de l'eau de leur présence.</li> </ul> <p><b><u>Demande n°4 :</u></b> L'exploitant doit remettre en conformité cette réserve d'émulseur. Plus largement, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014 et de l'article 69 de l'arrêté du 4 octobre 2010, l'exploitant doit réaliser des contrôles périodiques lui permettant de vérifier et de justifier de la disponibilité des moyens associés au POI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 90 jours</p>